

# Madagascar est au bord d'une nouvelle crise post-électorale

Tribune – 29/12/18

Madagascar se retrouve à un nouveau tournant de son histoire, pour ne pas dire que le pays est à bord d'une nouvelle crise politique. Neuf ans après la terrible crise de 2009, ayant causé la chute du président Marc Ravalomanana, ce dernier entend revenir à la charge ce samedi. Certes, le contexte est différent, car il s'agit cette fois-ci d'une contestation des fraudes électorales massives lors du second tour de l'élection présidentielle du 19 décembre dernier. Néanmoins, il reste connexe à ladite crise, car le mouvement prévu ce jour oppose notamment cet ancien président de la République à son tombeur de l'époque, Andry Rajoelina qui mène également la course à la magistrature suprême.

La manifestation de ce samedi consiste à appeler les partisans du candidat N°25 à défendre leur choix contre les éventuels détournements de leur voix. Il s'agit alors d'un mouvement de rue dont l'objectif est de mettre davantage la pression sur la Haute cour constitutionnelle (HCC), une instance qui fait office de tribunal électoral dans le pays. Après avoir été débouté par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui a publié des résultats provisoires favorables au candidat Andry Rajoelina (55,66%), Marc Ravalomanana qui obtenu 44,34% des suffrages exprimés ne peut que compter sur cette juridiction, car il a dénoncé des fraudes électorales massives tout en confirmant avoir en sa possession des innombrables preuves.

La HCC est la seule juridiction dans le pays qui a la compétence d'annuler partiellement ou totalement l'opération électorale en cas de contentieux électoraux. Elle réagit notamment en fonction des requêtes qui lui sont parvenues suivant les dispositions de la loi en vigueur dans le pays. Le candidat Marc Ravalomanana, par le biais de son équipe juridique, affirme avoir suivi et respecté ces dispositions en déposant à la HCC ses requêtes avec des preuves à l'appui. Mais dans un pays où la corruption reste très importante et/ou l'impartialité du pouvoir en place est quasi-inexistante, le recours à la manifestation dans la rue s'avère efficace mais cruciale pour faire entendre son cri d'alarme.

La tenue de cette manifestation n'a pourtant pas reçu l'aval de toutes les autorités compétentes dont la préfecture de la ville d'Antananarivo. Lors d'une conférence de presse organisée à son bureau vendredi, le préfet Angelo Ravelonarivo a carrément interdit la tenue de toute manifestation sur le parvis de l'Hôtel de ville ce samedi et indique que les forces de l'ordre vont occuper les lieux dès le petit matin. D'un autre côté toutefois, la Commune urbaine d'Antananarivo dont le maire n'est autre que l'épouse du candidat Marc Ravalomanana a autorisé la tenue de cet événement.

De cette mésentente entre la préfecture et la CUA, beaucoup pensent que samedi est une journée à haut risque dans la capitale. Un double heurt serait à craindre. D'un côté, il y a les partisans du candidat Marc Ravalomanana, déterminés à défendre leur choix coûte que coûte et les forces de l'ordre qui ont déjà brandi leur menace d'intervenir en cas de forcing des manifestants. D'un autre, il y a les partisans du candidat Andry Rajoelina qui s'apprêtent également à entrer en scène pour défendre l'acquis de leur candidat qu'ils voient déjà victorieux de cette course à la magistrature suprême.

Les affrontements, entre les forces de l'ordre et les partisans du candidat Marc Ravalomanana ou entre ces derniers et ceux du candidat Andry Rajoelina, sont pourtant considérés comme une porte ouverte à une nouvelle crise politique dans le pays. Mais dans cette situation, les forces de l'ordre se retrouvent surtout dans une position très délicate. Leur intervention peut être considérée comme une connivence avec le camp adverse. D'autant plus qu'elles sont déjà considérées comme étant les partisans du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur qui sont des fervents militants d'Andry Rajoelina. Elles ne peuvent pourtant pas rester de marbre car, elles sont garantes de l'ordre public et de la stabilité dans le pays.

Le scénario actuel est particulièrement assimilé à celui de la crise post-électorale de 2001, opposant les Ratsirakistes et Ravalomananistes, à la suite d'une élection présidentielle très contestée. Des analystes politiques estiment toutefois que le contexte est différent vu qu'à l'époque Didier Ratsiraka était à la fois candidat et président de la République alors qu'actuellement, le président par intérim est issu d'un parti du président de la République sortant qui a malheureusement arrivé à la troisième place de la course à la magistrature suprême. Le rôle à jouer par le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur dans la situation actuelle est pourtant très controversé d'autant plus que les partisans de l'ancien président de la Transition ont déjà fait savoir qu'ils ne se laisseront pas faire.

Source : <https://www.madagascar-tribune.com/Madagascar-est-a-bord-d-une,24493.html>